

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 15/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS

RUE DESCARTES
69190 Saint-Fons

Références : UDR-CRT-2024-075-AC
Code AIOT : 0006103723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS implanté Rue Descartes 69190 Saint-Fons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 26 avril 2024 vers 4h, une intrusion a eu lieu sur le site du GEPEIF. A son arrivée vers 8h, la société en charge de la gestion du site s'est rendue compte que des containers contenant de l'acide phosphorique à 75% et du polychlorure d'aluminium avaient été vidangés et répandus sur le sol de la zone de stockage. L'exploitant a prévenu aussitôt les pompiers internes (PIPS) puis externes.

L'exploitant a mis en place les mesures nécessaires pour empêcher la pollution du milieu naturel, récupérer les produits répandus et nettoyer les zones et égouts souillés. L'évènement n'a causé aucun dommage corporel et aucune pollution du milieu naturel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS
- Rue Descartes 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006103723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GEPEIF est une station de traitement des eaux résiduares provenant des usines SPECIALTY OPERATIONS (Syensqo), NOVACYL (Sequens) et Polytechnyl (DOMO) de Saint-Fons. Il traite également, dans des volumes moindres, des effluents reçus par citerne en provenance de l'usine BAXTER de Meyzieu.

Le fonctionnement de ce site est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Analyse de l'incident	Code de l'environnement du 30/04/2024, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 6.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Gestion des eaux polluées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 6.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 5.3.2.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Capacité des rétentions des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.9.3	Sans objet
4	Etanchéité des rétentions des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.9.3	Sans objet
6	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 30 avril 2024 visait à évaluer la suffisance des moyens déployés par l'exploitant pour la gestion de l'événement du 26/04/2024 concernant l'intrusion sur le site de personnes non autorisées et l'épandage de 3000 L de produits chimiques sur la zone de stockage située au nord du site.

Les circonstances de l'incident et sa gestion par l'exploitant ont été examinées. Cet incident n'a pas abouti à une pollution du milieu naturel et n'a pas eu de conséquences humaines ou matérielles.

Il met néanmoins en lumière des manquements concernant la clôture et l'accès du site. Des demandes d'actions correctives sont formulées dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse de l'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/04/2024, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
Constats : Le 26/04/2024, vers 4H du matin, une intrusion a eu lieu sur le site du GEPEIF. Des individus ont ouvert les vannes de vidange de containers de 1000L contenant des produits chimiques destinés au fonctionnement de la station de traitement des eaux. Suite au déclenchement de l'alarme anti-intrusion, la PIPS s'est rendue sur les lieux et a seulement constaté la présence d'un extincteur percuté. La société exploitant le site (société Séché) s'est rendue compte de l'incident à son arrivée le 26/04/24 vers 8H. Elle a immédiatement prévenu la PIPS. Le constat est le suivant : <ul style="list-style-type: none">- 2 containers de 1000L contenant de l'acide phosphorique 75% ont été vidangés- 1 container de 1000L vide, ayant contenu de l'acide phosphorique a eu sa vanne de vidange ouverte- 1 container de 1000L de Floquat FLB 1750 (polychlorure d'aluminium) a été vidangé- 1 container de chlorure ferrique a été débouchonné et son opercule percé mais la vanne n'a pas été ouverte- 1 extincteur à poudre a été percuté et 1 extincteur à CO2 a disparu. Le GEPEIF a porté plainte contre X et a prévenu les industriels voisins à savoir la SAUR, Elkem et

Kem One.

Afin de maîtriser l'impact environnemental de l'incident, l'exploitant a mené plusieurs opérations :

- mise en place d'un obturateur sur la bouche d'égout au milieu naturel la plus proche (au sud du déversement)
- contrôle du pH dans les différentes bouches d'égout de ceinturage (réseau de collecte des eaux susceptibles d'être polluées, qui renvoie les eaux en tête de station) en commençant par l'aval et en remontant vers le sinistre. Compte tenu des pH mesurés, il a été conclu que la pollution a été confinée dans les égouts jusqu'au niveau du bâtiment administratif- pompage dans le tabouret au niveau du bâtiment administratif vers un container de type IBC
- pompage dans le tabouret au niveau de la zone de dépotage des citernes (pH 1) vers un container de type IBC
- pose d'un obturateur sur la conduite aval de ce tabouret
- rinçage de la zone goudronnée souillée à l'eau en poussant le produit depuis le nord vers l'égout plus au sud. Pompage dans le tabouret à l'aval obturé. Les eaux souillées ont été confinées et transférées en containers de type IBC jusqu'à la remontée du pH. 5 containers ont été remplis. Un contrôle de pH a été réalisé pour mettre fin à l'opération
- Poursuite du lessivage des caniveaux depuis le poteau incendie pour un dernier rinçage de la canalisation d'égout.

Une analyse des rejets de la station a été réalisée du 26/04 au 28/04/24 : une augmentation de la teneur en phosphore a été constatée le 28/04/24 suite aux fortes pluies qui ont achevées de lessiver la zone d'épandage. La valeur mesurée (10,6 mg/L) est légèrement supérieure à la VLE (10 mg/L).

Les 5 containers de 1000L contenant les eaux polluées ont été stockés sur rétention dans l'attente de leur devenir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : l'exploitant transmet à l'Inspection un rapport d'incident, reprenant le déroulé des faits, les actions curatives prises et les actions correctives envisagées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 6.1.1

Thème(s) : Autre, Contrôle des accès

Prescription contrôlée :

Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture, fermeture à clef, gardiennage,...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Un accès principal et unique doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement sur site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel. Les issues des installations

<p>d'entreposage et d'incinération de déchets doivent être surveillées par tous les moyens adaptés. L'établissement est équipé d'une télésurveillance.</p> <p>Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux y compris durant les périodes de fermeture.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'une télésurveillance : en cas d'alarme, un report est réalisé au poste de garde du site de SYENSQO à Saint-Fons. La PIPS se déplace alors sur le site pour faire la levée de doute.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 2 : l'exploitant procède à la remise en état de la clôture abîmée située à l'est et au nord du site. Il transmet également un plan d'actions permettant d'assurer efficacement la clôture de l'établissement sur la totalité de sa périphérie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Capacité des rétentions des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.9.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800l.
<p>Constats :</p> <p>Les produits vidangés lors de l'incident sont stockés dans des containers de type IBC de 1000L Ces containers sont stockés par 2 sur des rétentions d'une capacité de 1000L.</p> <p>Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etanchéité des rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté que les capacités de rétention étaient en bon état. Le stockage est réalisé sous auvent, donc à l'abri des pluies.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 II
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matière de rejets ou sont éliminés comme les déchets</p>
Constats :

<p>Lors de l'incident, le contenu des containers vidangés s'est répandu sur le sol de la zone de stockage. Cette zone fait l'objet d'une collecte dans le réseau des eaux susceptibles d'être polluées : ces eaux sont normalement renvoyées en tête de station pour être traitées. Compte tenu de la composition du rejet et pour éviter de déstabiliser le fonctionnement de la station, l'exploitant a décidé de procéder au rinçage de la zone polluée et de pomper l'effluent rejeté au niveau du tabouret du réseau situé à la proximité immédiate de la zone. Les effluents ainsi collectés (environ 5000 L) ont été stockés dans des containers placés sur rétention.</p> <p>L'exploitant veut réaliser des analyses sur ces effluents avant de décider de leur voie d'élimination : traitement par la station par ajout à faible débit ou élimination en tant que déchet dangereux par une filière adaptée. Il est à préciser que les produits collectés sont normalement utilisés pour le fonctionnement de la station.</p> <p>L'Inspection a pu constater que les containers contenant les produits récupérés sont clairement identifiés et sont stockés sur des rétentions adaptées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 3 : l'exploitant indique à l'Inspection la voie d'élimination retenue, et le cas échéant, transmet copie des bordereaux d'enlèvement des déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Ces moyens se composent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de deux appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics, dont un implanté à 200 mètres au plus près du risque, d'un débit simultané minimum de 100 m³/h, - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. <p>Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services de secours. - de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, - d'un système d'alarme incendie, - de robinets d'incendie armés. - de moyens mobiles.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'intrusion, un extincteur à poudre a été percuté et a été retrouvé abandonné à proximité des IBC vidangés. Un extincteur à CO₂ a disparu. La PIPS a procédé au remplacement de ces</p>

extincteurs.
Lors de la visite des installations, l'Inspection a pu constater le remplacement de ces extincteurs et leur présence effective sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté du site
Prescription contrôlée : L'exploitant assure la propreté de l'ensemble du site et des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'établissement, et veille à ce que les véhicules sortant de l'exploitation ne puissent pas conduire au dépôt de déchets sur la voie publique d'accès au site
Constats : L'Inspection a constaté la présence de déchets plastiques dans le tunnel situé sous la voie ferrée au nord du site et de déchets de ruban de balisage le long des bordures au nord-est du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n° 4 : l'exploitant prend les mesures nécessaires pour maintenir la propreté du site et prévenir l'envol de déchets sur son site et aux alentours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 5.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Toutes précautions seront prises pour que: [...] - les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols : à cet effet, les stockages de déchets seront réalisés sur des aires dont le sol sera imperméable et résistant aux produits qui y seront déposés ; ces aires, nettement délimitées, seront conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales seront récupérées et traitées.

<p>Constats :</p> <p>Le stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) est réalisé à l'extérieur dans deux caisses grillagées en métal. Ces caisses ne sont pas sous abri et sont donc soumises aux intempéries.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 5 : l'exploitant prend les mesures nécessaires pour protéger des intempéries la zone de stockage des DEEE, afin de prévenir le lessivage de la zone, éviter la dégradation des DEEE en vue de leur valorisation ultérieure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>